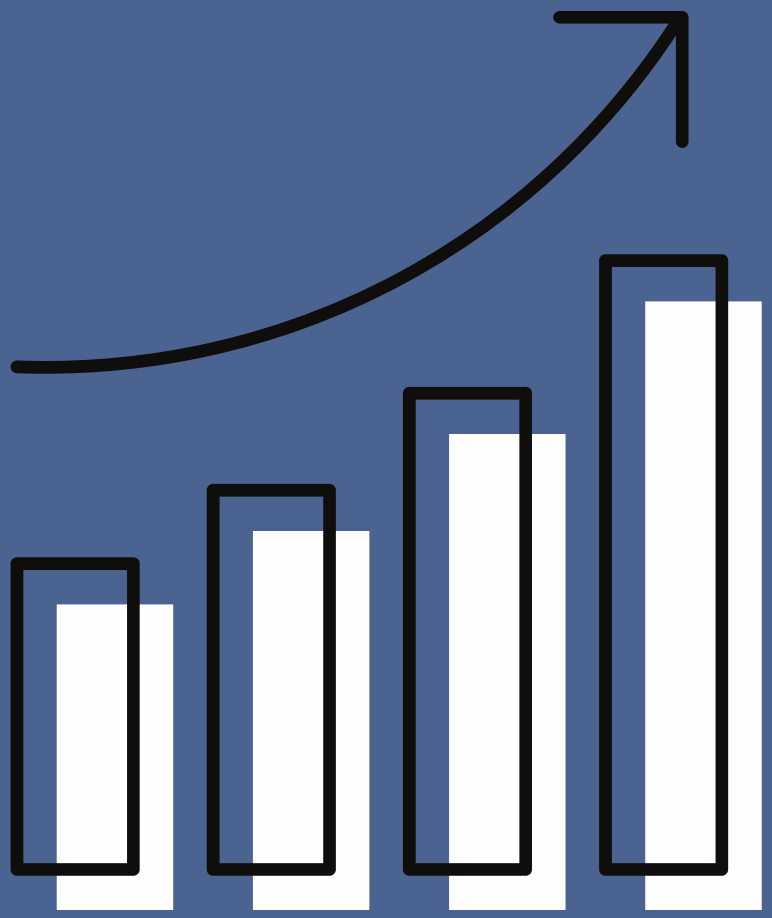
ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Région Centre-Val de Loire

IMAGE PME
DATA
ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES



Analyse économique régionale
4ème Trimestre et Bilan 2023

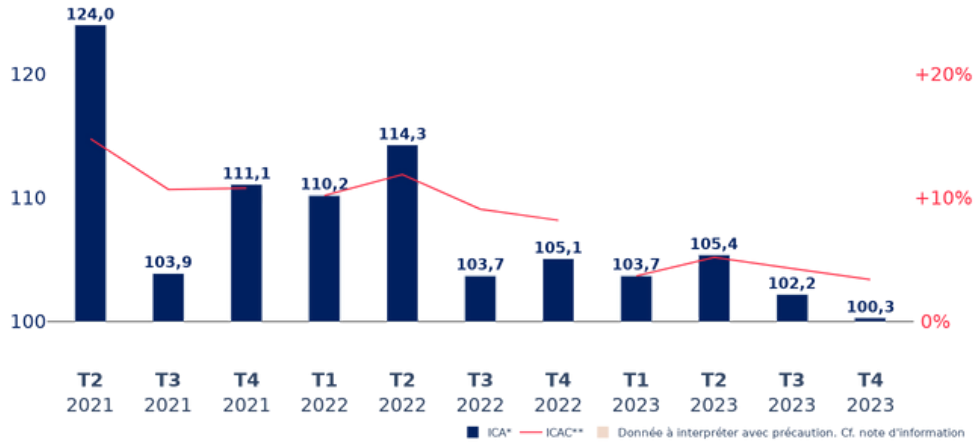
IMAGE PME : 4e trimestre et bilan 2023

Centre-Val de Loire

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

• Au 4e trimestre 2023, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 18 000 TPE-PME de Centre-Val de Loire de notre échantillon est de 100,3, soit une progression de 0,3% en valeur du chiffre d'affaires (CA) par rapport au 4e trimestre 2022. Si l'activité progresse pour le 12e trimestre consécutif, il s'agit également de la plus faible croissance enregistrée depuis la fin d'année 2020. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une hausse de CA de 3,4% depuis le début de l'année. Cette performance place la région au 6e rang du classement national avec un résultat supérieur de 0,3 point au niveau de la moyenne française.

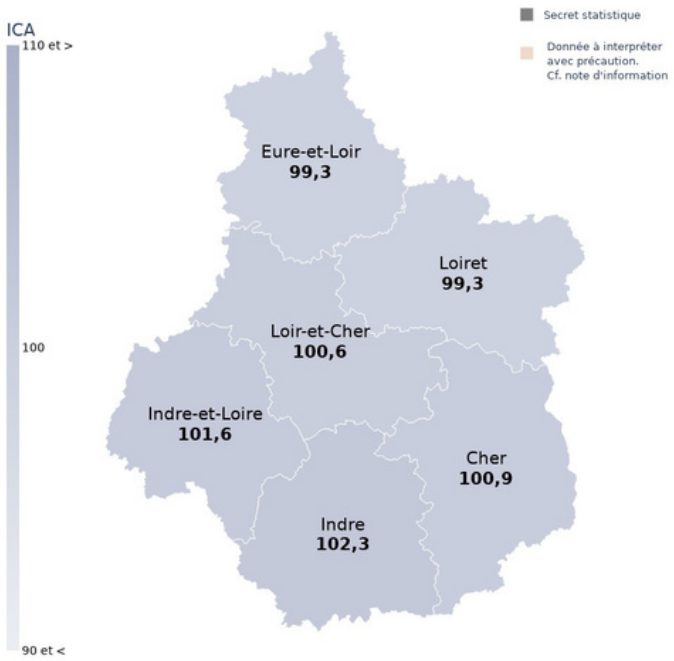
• Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de 3,7% entre décembre 2022 et décembre 2023. En moyenne annuelle, l'Insee indique un taux d'inflation de 4,9% en 2023 après +5,2% en 2022. Les prix de l'énergie ont augmenté moins rapidement qu'en 2022 tandis que la hausse s'est accélérée dans l'alimentation et plus modérément pour les produits manufacturés. Elle est restée stable dans les services.



+3,4 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

La Carte de la région



L'évolution de l'activité trimestrielle par département

-Au 4e trimestre 2023, l'activité économique des TPE-PME de Centre-Val de Loire a ralenti par rapport au précédent trimestre. Deux départements ont même affiché un recul de CA par rapport au 4e trimestre 2022.

-Les entreprises de l'Indre (+2,3% en valeur) et de l'Indre-et-Loire (+1,6%) affichent les plus fortes augmentations, suivies de celles du Cher (+0,9%) et du Loir-et-Cher (+0,6%). Les structures d'Eure-et-Loir (-0,7%) et du Loiret (-0,7%) enregistrent, quant à elles, une performance inférieure à la moyenne régionale (-0,3%).

*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

IMAGE PME : 4e trimestre et bilan 2023

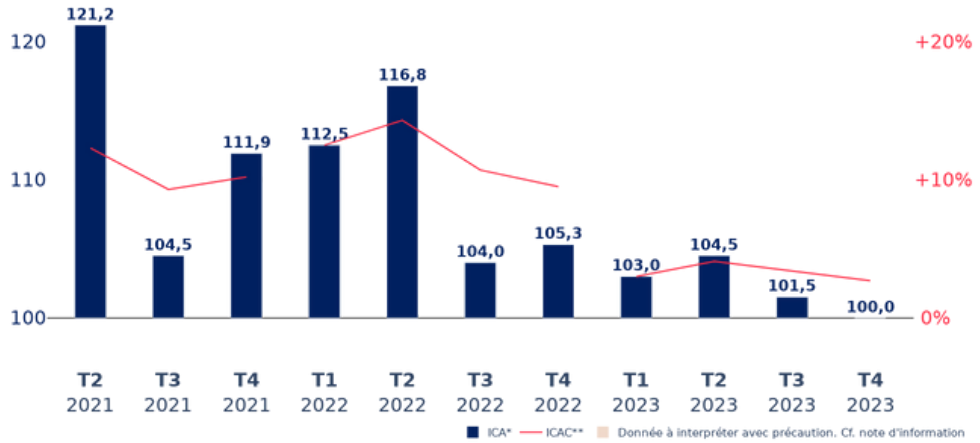
Analyse nationale

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

• Au 4e trimestre 2023, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des près de 600 000 TPE-PME françaises de notre échantillon est de 100, soit une stagnation en valeur du chiffre d'affaires (CA) par rapport au 4e trimestre 2022, après 11 trimestres de progression. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une hausse de CA de 2,7% depuis le début de l'année.

• Ce résultat modéré masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.

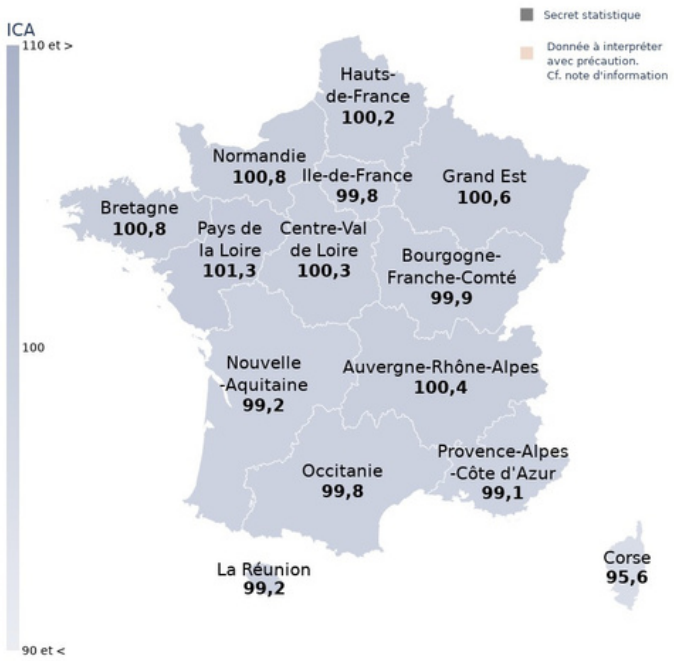
• Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de 3,7% entre décembre 2022 et décembre 2023. En moyenne annuelle, l'Insee indique un taux d'inflation de 4,9% en 2023 après +5,2% en 2022. Les prix de l'énergie ont augmenté moins rapidement qu'en 2022 tandis que la hausse s'est accélérée dans l'alimentation et plus modérément pour les produits manufacturés. Elle est restée stable dans les services.



+2,7 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

La Carte de France



L'évolution de l'activité trimestrielle des régions

-Au 4e trimestre 2023, l'activité économique des TPE-PME de toutes les régions a ralenti par rapport au précédent trimestre. 7 régions ont même affiché un recul de CA par rapport au 4e trimestre 2022.

-Les entreprises des Pays de la Loire (+1,3%), de Normandie (+0,8%), et de Bretagne (+0,8%) affichent les plus fortes croissances de CA en valeur sur le trimestre. Celles du Grand Est (+0,6%), d'Auvergne-Rhône-Alpes (+0,4%), du Centre-Val de Loire (+0,3%) et des Hauts-de-France (+0,2%) enregistrent une très légère progression. Les structures de Bourgogne-Franche-Comté (-0,1%), d'Occitanie (-0,2%), d'Ile-de-France (-0,2%), de La Réunion (-0,8%), de Nouvelle-Aquitaine (-0,8%) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (-0,9%) affichent un résultat inférieur à la moyenne nationale. Les TPE-PME de Corse voient leur CA reculer plus nettement, -4,4% par rapport au 4e trimestre 2022.

-Pour plus de précision, les résultats sont détaillés dans les analyses régionales***.

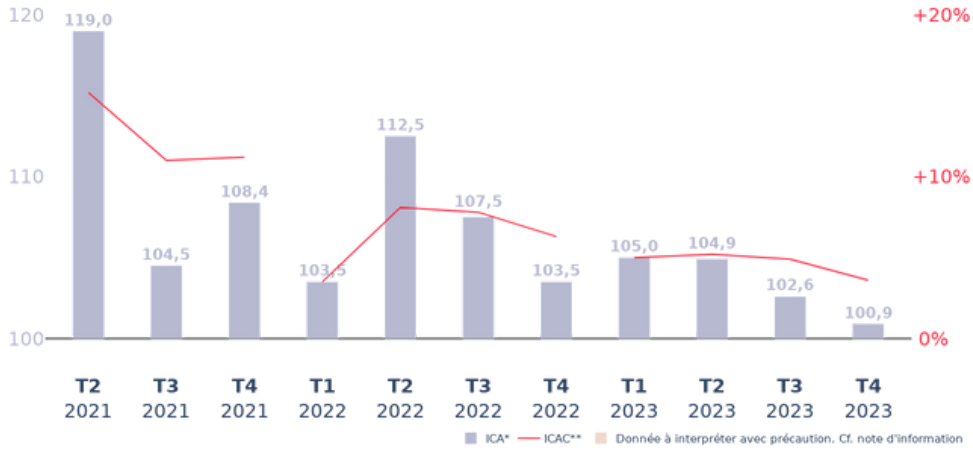
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR

Centre-Val de Loire

Industrie manufacturière

Les 964 structures régionales de l'industrie manufacturière de l'échantillon affichent un douzième trimestre consécutif de croissance : +0,9% en valeur par rapport au 4e trimestre 2022. Il s'agit de la plus faible hausse enregistrée depuis le début de l'année 2021. Les entreprises du secteur affichent une hausse cumulée de 3,6% depuis le début d'année.

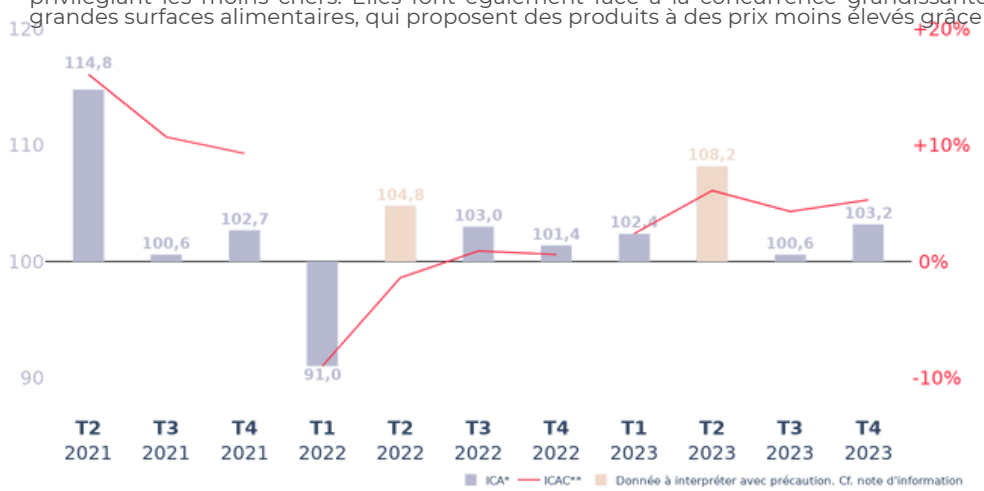


+3,6 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 233 TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une nouvelle hausse de CA de 3,2% (en valeur) au 4e trimestre 2023 comparativement au 4e trimestre 2022. En moyenne sur l'année 2023, la croissance atteint +5,3% en valeur. Selon l'Insee, le prix des matières premières a augmenté nettement par rapport à 2022, +16,6% pour la farine, +17,3% pour le beurre, avec un prix de l'énergie toujours élevé. On note ainsi un ralentissement de la croissance en octobre et novembre lié à la hausse des prix qui a conduit les clients à opérer des arbitrages, en achetant moins de produits en boulangerie-pâtisserie ou en privilégiant les moins chers. Elles font également face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles, ou des grandes surfaces alimentaires, qui proposent des produits à des prix moins élevés grâce à la vente en grande quantité.

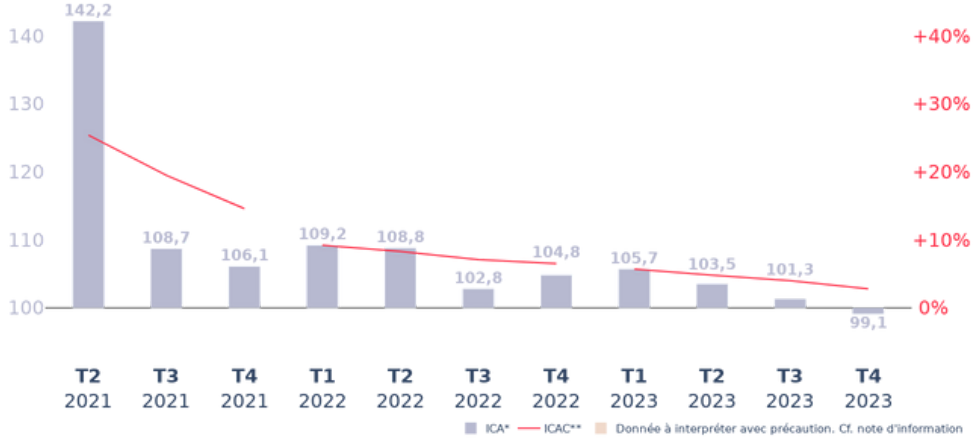


+5,3 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Construction

Les 3 149 TPE-PME de la construction voient leur CA diminuer de 0,9% en valeur au 4e trimestre 2023. La hausse des prix ne compense donc plus la baisse d'activité. Sur l'ensemble de l'année, l'activité affiche une hausse de 2,8% liée à l'effet prix. Le dernier indice du coût de la construction publié par l'Insee avait augmenté de 3,4% au 3e trimestre 2023 sur un an. Le prix des travaux d'entretien-amélioration a crû de 4,5%. La FFB dans son bilan 2023 révèle que l'activité du logement neuf (-7,8% sur un an) est proche de son niveau historique le plus bas. La production en non résidentiel neuf résiste (+0,4%) tandis que l'entretien-amélioration ressort en hausse de 2,6%. La CAPEB (artisanat du BTP) indique une activité en légère baisse (-0,6%), plombée par le résidentiel neuf mais soutenue par les travaux d'amélioration-entretien. Selon le dernier baromètre Altarès, la construction concentre désormais 24% des faillites. Les entreprises de maçonnerie et d'installation électrique sont les plus concernées.

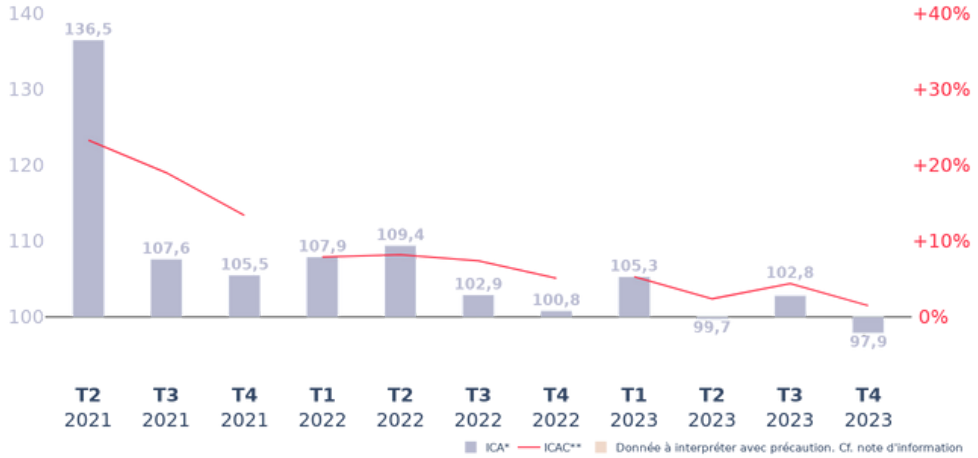


+2,8 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (4399C)

Les 465 entreprises de maçonnerie enregistrent une baisse de CA de 2,1% (en valeur) au 4e trimestre 2023. En cumulé sur l'année, elles affichent une hausse de 1,5%. La montée des prix porte cette croissance en valeur mais l'activité continue de se réduire. Les TPE-PME du secteur sont les premières touchées par l'écroulement du segment du résidentiel neuf selon la CAPEB – note de conjoncture du 4e trimestre 2023. Selon la dernière conjoncture Altares du 4e trimestre 2023, les entreprises de la maçonnerie sont les plus concernées par les défaillances

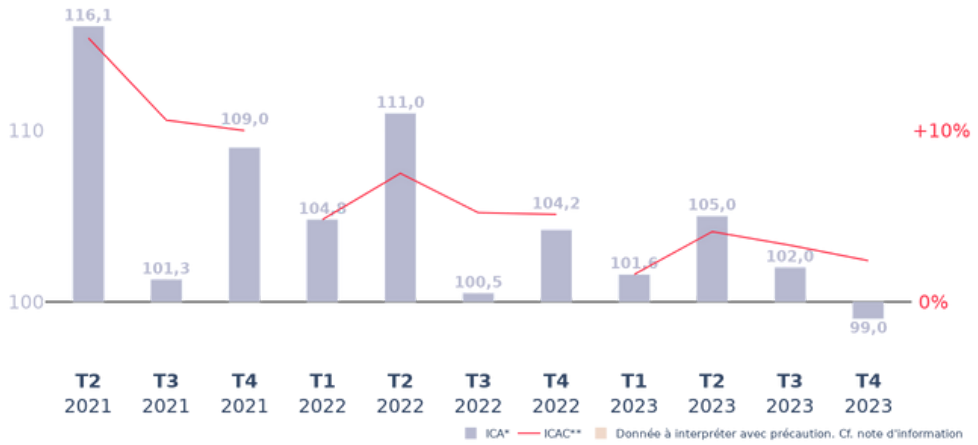


+1,5 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Commerce

Après treize trimestres consécutifs de croissance, les 3 319 TPE-PME régionales du commerce de l'échantillon affichent une baisse de CA de 1% en valeur au 4e trimestre 2023 par rapport au 4e trimestre 2022. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une hausse de 2,4%. L'augmentation des prix pratiqués par les commerçants dans le contexte inflationniste actuel explique en grande partie ces chiffres en hausse.

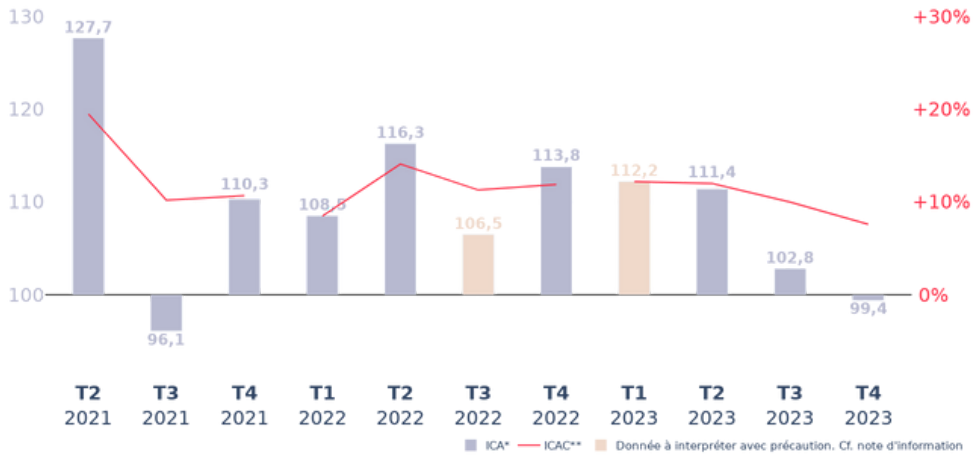


+2,4 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (4520A)

Après huit trimestres consécutifs de croissance, les 401 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon affichent une baisse de CA de 0,6% en valeur par rapport au 4e trimestre 2022. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une hausse de +7,6%. Selon le baromètre Mobilians-Solware repris par le site de l'Argus, le CA reste porté par l'augmentation du coût des pièces que les professionnels répercutent sur leurs prix. L'effet « vacances » et les opérations préventives d'entretien ont également porté l'activité au 2e trimestre et au début du 3e trimestre.

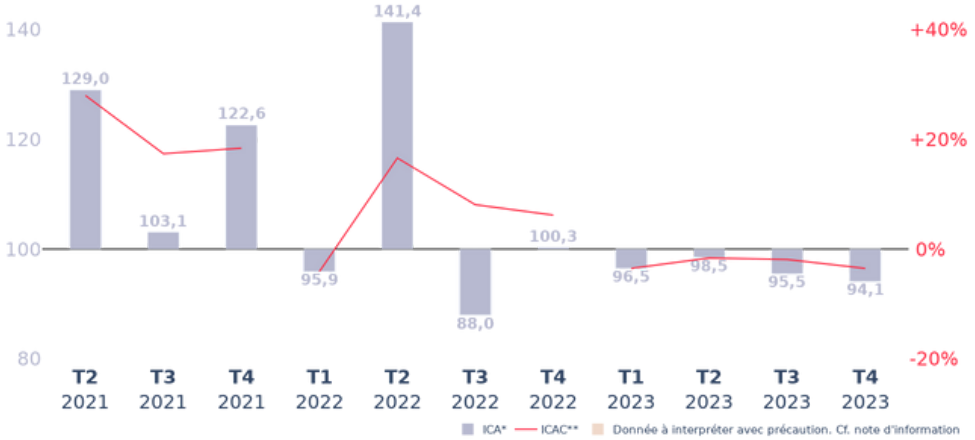


+7,6 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (4771Z)

Les 198 TPE-PME du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé de l'échantillon enregistrent une baisse de CA de 5,9% en valeur au 4e trimestre 2023 et de 3,5% en moyenne sur l'année. Le président de la Fédération française de l'habillement indique que 2023 a représenté une année difficile en raison du contexte inflationniste, de la baisse pouvoir d'achat des ménages et de l'augmentation des charges. Ceci s'est traduit par « d'importantes tensions en trésorerie, une lassitude psychologique et un surstock de vêtements d'hiver ». La note de conjoncture Altares du 4e trimestre 2023 indique que le nombre de défaillances a augmenté de plus de 50% entre 2022 et 2023. L'Insee indique toutefois pour sa part, dans une note parue le 12 octobre 2023, que les ménages sont moins nombreux à déclarer avoir changé leurs habitudes de consommation en matière d'habillement du fait de l'inflation que pour d'autres postes de dépense.

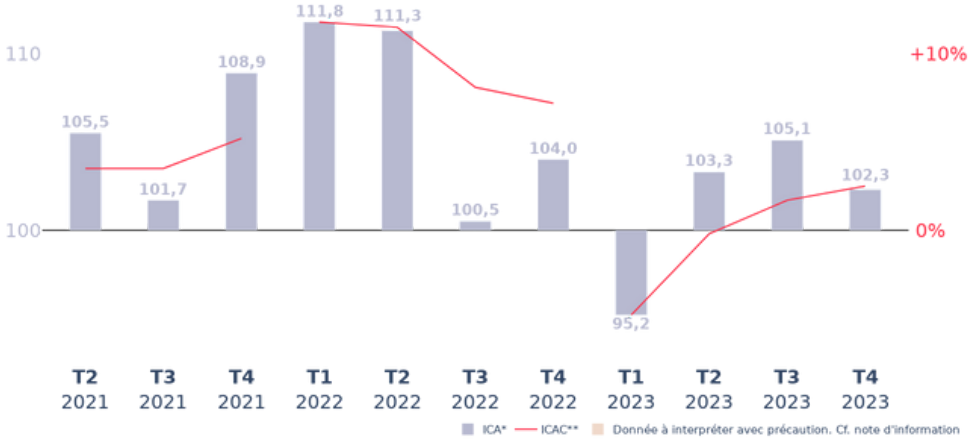


-3,5 %

de baisse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (4773Z)

Les 284 pharmacies de l'échantillon affichent une hausse de CA de 2,3% en valeur au 4e trimestre 2023 par rapport au 4e trimestre 2022. En cumul depuis le début d'année, l'activité des pharmacies progresse de 2,5%. Selon l'ANSM, l'année 2023 a été tendue pour les officines avec des difficultés d'approvisionnement qui se sont aggravées. Près de 5 000 signalements de rupture ou risque de rupture de stocks ont été enregistrés, soit 30% de plus que l'année précédente. Par ailleurs, selon le GERS (Observatoire de la profession), le nombre de pharmacies diminue avec moins de 20 000 officines sur le territoire fin 2023, soit 2 000 de moins qu'il y a 10 ans. Parallèlement, l'activité du secteur est en croissance (en lien avec la demande) et les difficultés de recrutement s'accentuent.

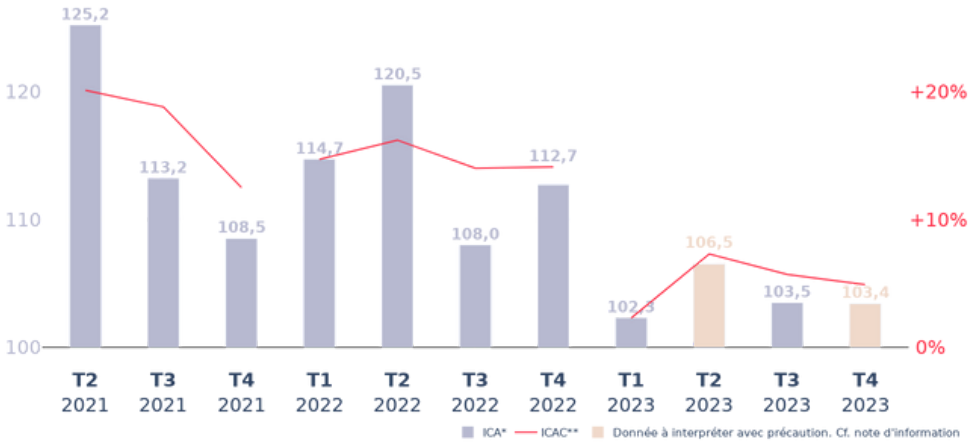


+2,5 %

de hausse cumulée de CA l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Transports routiers de fret de proximité (4941B)

Les 160 TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon affichent une hausse de leur CA de 3,4% en valeur au 4e trimestre 2023 et de 4,9% depuis le début d'année. La baisse de la consommation des ménages pèse sur la demande de transport de marchandises dans un contexte inflationniste tendu. Les prix élevés des carburants impactent également les marges et la trésorerie des entreprises du secteur. Par ailleurs, selon une note Xerfi Risk, les transports routiers de fret de proximité arrivent en quatrième place des secteurs les plus à risque de défaillance en 2024.

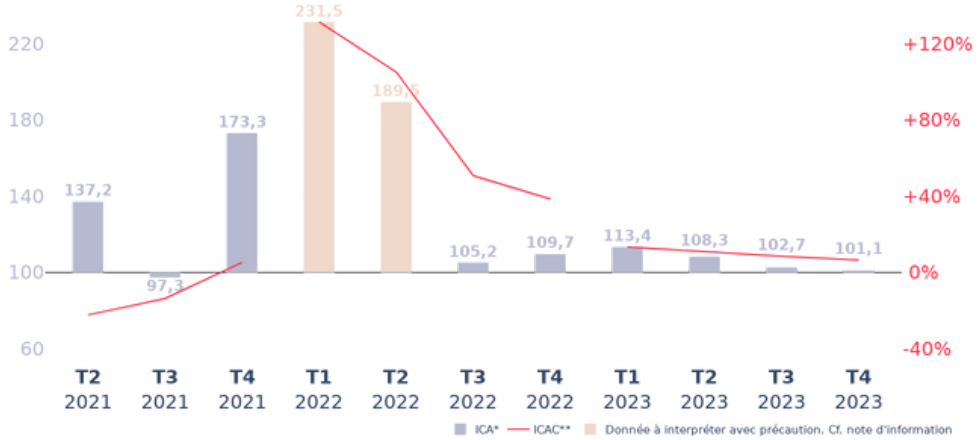


+4,9 %

de hausse cumulée de CA l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Hébergement et restauration

Les 1 439 structures de l'hébergement et restauration enregistrent une hausse de CA de 1,1% (en valeur) au 4e trimestre 2023. En cumul depuis le début d'année, l'activité progresse de 6,5%. Les professionnels du secteur ont pu profiter du bilan touristique positif sur l'année lié au retour des clientèles européenne et internationale. Selon la note de conjoncture de décembre 2023 d'Atout France, à la fin novembre, les recettes du tourisme international en France atteignaient près de 59 milliards d'euros, soit une augmentation +12% par rapport à 2019. Plusieurs facteurs expliqueraient cette dynamique : le rebond confirmé des clientèles européennes, la forte croissance des clientèles d'Amérique du Nord, l'impact positif de la Coupe du monde rugby et le retour progressif des marchés asiatiques. La consommation des Français en services d'hébergement et restauration s'est dans le même temps repliée au 4e trimestre 2023 (-1,3 % après +0,1 %), selon le dernier bilan de l'Insee publié le 30 janvier 2024.

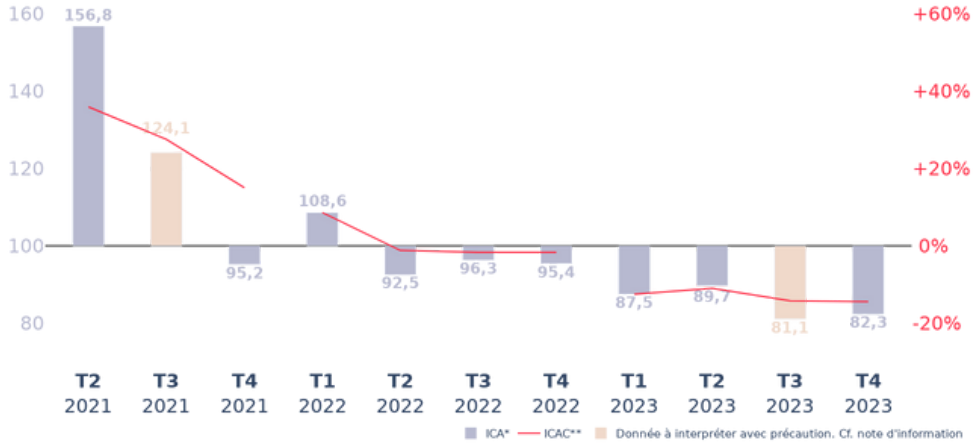


+6,5 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Agences immobilières (6831Z)

Les 280 agences immobilières de l'échantillon enregistrent une nouvelle chute d'activité au cours du 4e trimestre, -17,7% par rapport à la même période un an plus tôt. En cumul sur l'année 2023, la baisse atteint -14,4%. Selon le site Meilleurtaux, les taux d'intérêt sont passés de 1% il y a 2 ans à 3% en janvier 2023 pour finir à 4,5% en cette fin d'année. Le nombre de transactions s'est réduit de 15% entre 2023 et 2022 selon Nexity et même de 22% selon la FNAIM. Toutefois, les taux commencent à diminuer sur le début d'année 2024. De même, le mois de janvier 2024 signe une légère reprise à la hausse du prix du m² et une stabilité en février selon les indices Meilleurs-agents-Les échos. Dans ce contexte, le nombre de défaillances d'agences immobilières est passé de 420 en 2022 à 910 en 2023 selon la conjoncture Altares du 4e trimestre 2023.

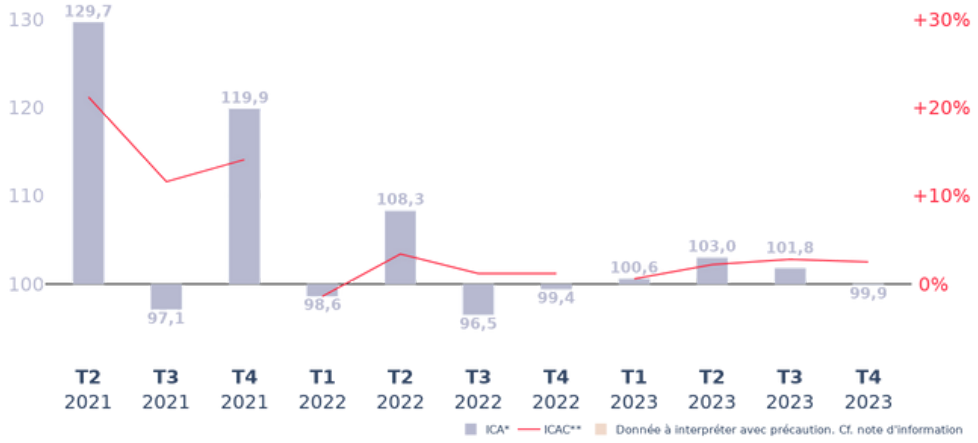


-14,4 %

de baisse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

Coiffure (9602A)

Après trois trimestres de hausse, les 573 entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur CA légèrement reculer de 0,1% au 4e trimestre 2023. L'activité reste en hausse de 2,5% (en valeur) en moyenne sur l'année. Les clients, depuis le COVID, l'essor du télétravail et dans un contexte inflationniste nécessitant des arbitrages budgétaires, tendent à espacer les visites et réduire les dépenses. Le contexte concurrentiel s'intensifie avec un développement des réseaux d'enseigne d'un côté, celui de la coiffure à domicile de l'autre, et au milieu les salons indépendants qui peinent à tirer leur épingle du jeu. Selon la dernière conjoncture Altares du 4e trimestre, le nombre de défaillances du secteur « coiffeurs, soins de beauté et corporels » approche les 2 000 sur l'année 2023, soit 500 de plus que l'année précédente.



+2,5 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

SOURCES & METHODOLOGIE

- Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

- Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 18 000 entreprises au niveau régional. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

- Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

- Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

- L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

- Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

- L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.
  Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)
  - Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
  - Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

- Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Région Centre-Val de Loire
19 rue Théophile Chollet, 45000 ORLÉANS
Tél. 02 38 24 09 24
croec@centre.experts-comptables.fr
www.experts-comptables-centrevaldeloire.fr

Infographie réalisée par :
IMAGE PME
Observatoire Ordre des experts-comptables
ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES